



Union interparlementaire
Pour la démocratie. Pour tous.

153^e Assemblée de l'UIP

Arusha
(République-Unie de Tanzanie)
5-9 octobre 2026



Atelier

Les minéraux critiques au service d'une prospérité partagée : renforcer le contrôle parlementaire

Mardi 6 octobre 2026, 14 h 30-16 h 00

Note d'orientation

Contexte

Les minéraux critiques sont devenus l'une des ressources marquantes de notre époque. Des minéraux comme le lithium, le cobalt, le cuivre, le nickel ou les terres rares sont considérés comme "critiques" ou "stratégiques", car ils servent de base aux technologies dont dépendent de plus en plus les économies modernes, depuis les batteries des véhicules électriques et les éoliennes aux panneaux solaires et aux réseaux électriques nécessaires à la fourniture d'électricité à partir des énergies renouvelables, alors que leurs chaînes d'approvisionnement restent vulnérables aux perturbations. Toutefois, l'impact de ces minéraux se fait ressentir bien au-delà de la technologie : les méthodes d'extraction et de traitement de ces minéraux peuvent entraîner de réels coûts pour les populations locales et les écosystèmes situés à proximité immédiate des sites miniers sur les plans de l'environnement, de la société et des droits de l'homme. Alors que les pays s'efforcent de respecter les engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris, la demande pour ces minéraux pourrait bien augmenter fortement au cours des prochaines décennies, et l'[Agence internationale de l'énergie estime](#) qu'une trajectoire compatible avec les objectifs climatiques mondiaux nécessiterait, à l'horizon 2040, une consommation de minéraux plusieurs fois supérieure à celle aujourd'hui.

Cette demande croissante signifie également que les minéraux critiques, s'ils sont gérés de manière adéquate et transparente, représentent une véritable richesse nationale et offrent des possibilités de développement importantes. Comme ces ressources sont souvent présentées comme relevant de la sécurité nationale ou de l'intérêt stratégique, elles peuvent également faire l'objet d'un examen législatif moins strict que d'autres secteurs. Le rôle du Parlement n'en est que plus important : la garantie d'une gestion transparente des minéraux critiques exige que la ressource contribue véritablement au développement durable à long terme d'un pays. Il est encourageant de constater qu'un nombre croissant de parlements assument déjà ce rôle, grâce à un travail efficace au sein des commissions, à un examen législatif rigoureux des lois relatives à l'exploitation minière et à l'énergie, ainsi qu'à des mécanismes plus efficaces de suivi des recettes, démontrant qu'avec les outils appropriés, les minéraux critiques peuvent devenir un véritable vecteur de prospérité partagée.

Les parlements ont un rôle central à jouer si l'on veut que cette nouvelle richesse minière profite aux populations auxquelles elle appartient. Leurs responsabilités en matière de contrôle couvrent l'ensemble de la chaîne de valeur : approuver les cadres juridiques régissant la délivrance des licences, examiner minutieusement les conditions environnementales et sociales inhérentes aux projets d'extraction et demander des comptes aux gouvernements sur la manière dont les recettes minières sont encaissées et dépensées. D'après le [Rapport sur la corruption transnationale](#) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), une analyse de l'infraction de corruption d'agents publics étrangers, environ un cas de corruption transnationale sur cinq se produit dans le seul secteur extractif, soit plus que dans tout autre secteur d'activité. Cela souligne à quel point il est aussi important que le secteur des minéraux critiques fasse l'objet d'un examen législatif indépendant et reposant sur des informations solides. Sur le plan environnemental et humain, les populations locales vivant à proximité immédiate des sites miniers paient souvent le plus lourd tribut en raison de la dégradation de la qualité de l'eau et des déplacements de population ; il est donc essentiel que les législateurs évaluent ces risques et représentent les populations concernées. En assumant ce rôle, les parlements n'agissent pas seuls : il est de plus en plus admis que les institutions supérieures de contrôle des finances publiques, les organisations de la société civile et les gouvernements sont des partenaires stratégiques et des alliés essentiels dans le renforcement de la transparence et de la redevabilité tout au long de la chaîne de valeur des minéraux critiques.

F

#IPU153

C'est dans ce contexte que l'Union interparlementaire (UIP) a pris l'initiative de poursuivre ses travaux sur le contrôle parlementaire des ressources et des questions stratégiques, à la suite de ses travaux sur le contrôle des dépenses militaires.

L'UIP et l'Institut national démocratique (NDI), de même que l'Initiative pour la transparence dans le secteur des industries extractives, le Resource Justice Network et Transparency International, ont lancé une initiative conjointe en vue de mieux comprendre et de renforcer la mobilisation législative dans le domaine des minéraux critiques. L'initiative comprend une étude documentaire, une enquête en ligne diffusée auprès des parlements dans une quarantaine de pays disposant de gisements de minéraux critiques, ainsi qu'une série d'entretiens avec des parlementaires participant directement aux travaux de contrôle. Les résultats contribueront à l'élaboration d'une prochaine note d'information produite avec les partenaires susmentionnés, qui présentera, en termes concrets, les difficultés auxquelles les parlements doivent habituellement faire face et les bonnes pratiques qui se font jour partout dans le monde pour les surmonter. Grâce à cette activité parallèle, il va être possible d'établir un lien direct entre ces recherches et les parlementaires et les autres parties prenantes. C'est également l'occasion de réfléchir, dans un esprit constructif, à la manière dont les parlements peuvent devenir des protecteurs plus efficaces de ce secteur dont l'importance ne cesse de croître.

Objectifs

Cet événement parallèle a pour objectif d'offrir aux parlementaires et aux autres parties prenantes un espace partagé pour leur permettre de réfléchir au rôle des parlements dans le contrôle du secteur des minéraux critiques. Mettant à profit les conclusions de l'initiative de l'UIP et du NDI, il réunira des parlementaires, des partenaires stratégiques et des experts techniques chargés de recenser les problèmes communs, mais surtout, de mettre en avant les bonnes pratiques qui renforcent l'efficacité du contrôle parlementaire. La discussion se veut résolument tournée vers l'avenir, en mettant l'accent sur les mesures concrètes que les parlements peuvent prendre pour transformer le contrôle en un véritable vecteur de gestion responsable et équitable des ressources, tout en tenant compte des impacts humains et environnementaux de l'extraction et de la transformation des minéraux.

Participants

L'atelier est ouvert à tous les participants à la 153^e Assemblée de l'UIP.

Langues

Anglais, arabe, espagnol, français.